Sarkozy et la crise financière

Un chiffre résume l'ampleur de la crise financière actuelle. Depuis le début de l'année, les grandes places boursières internationales ont vu disparaître près de la moitié de leur capitalisation : 25 000 milliards de dollars, soit à peu près deux fois le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis.

« L'idéologie de la dictature des marchés et de l'impuissance publique est morte avec la crise financière », déclarait Nicolas Sarkozy le 23 octobre, en même temps qu'il annonçait la création de « fonds souverains » destinés à racheter les actions des grandes entreprises industrielles ayant une importance « stratégique ». Tournant radical, qui a été très mal accueilli en Allemagne : « une idée folle », a dit le *Financial Times Deutschland*.

La nouvelle politique française marque en effet un incontestable retour au rôle d'acteur économique de l'Etat. On parlait hier de libre-échange, de concurrence ouverte, de marchés financiers indépendants. Aujourd'hui, on évoque un retour au protectionnisme, à l'interventionnisme et au capitalisme d'Etat, bref une « politique économique européenne ». Ce tournant est très bien accueilli en France, où tous les sondages montrent qu'il y a une forte adhésion de la part des citoyens à l'idée d'une régulation par l'Etat des banques, des fonds d'investissement et des fonds de pension, mais il suscite de fortes réticences chez les Etats-membres qui, à commencer par l'Allemagne, se méfient de l'étatisme, surtout d'origine française.

Face à l'ampleur de la crise, peut-on cependant faire autrement ?

Il s'agit bien d'une crise structurelle, de la crise du modèle néolibéral de croissance ou d'accumulation qui s'est mis en place à partir des années 1980. Dans un climat de dérégulation généralisée des opérations bancaires et des placements financiers, ce modèle s'est caractérisé par la capture presque totale des gains de productivité par les profits au détriment des salaires, la richesse ne provenant plus principalement des revenus du travail mais du rendement des patrimoines financiers. Cette déflation salariale, menaçant le compromis social de l'après-guerre, a eu des effets négatifs qui n'ont pu être compensés par l'endettement. C'est ce régime qui est aujourd'hui brisé.

Les grands crises financières sont comme les tremblements de terre : après la forte secousse initiale, il faut s'attendre à des « répliques » échelonnées dans le temps. En clair : après la phase d'impact, on assiste à la mise en place d'un processus « en spirale » dont les effets cumulatifs peuvent déboucher sur des situations de chaos.

Il ne fait plus aucun doute que les économies d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord vont connaître une récession profonde et de longue durée, qui aura pour effet une remontée du chômage. Il devrait en résulter une baisse importante des profits, qui se répercutera inévitablement sur les marchés et les cours de la Bourse. Le lien entre l'économie spéculative et l'économie réelle est en effet bien réel, les entreprises dépendant fortement du système

bancaire, ne serait-ce que pour le crédit dont elles besoin pour leurs investissements. Or, la crise fait que les banques réduisent aujourd'hui brutalement leurs crédits (c'est le « *credit-crunch* »). Cette contraction du crédit devrait aller de pair avec une baisse brutale des valeurs mobilières et des biens immobiliers, mais aussi avec une forte dévalorisation du capital des fonds de pension couvrant les retraites.

Dans la zone euro, la récession sera particulièrement sévère en Espagne et en Angleterre. Mais la France et l'Allemagne devraient entrer en récession dès la fin de cette année.

Pour éviter que la récession ne se transforme en dépression, les économies occidentales vont être obligées d'accepter un fort accroissement de l'inflation, en même temps qu'un retour de l'Etat comme acteur économique majeur (comme c'est le cas en Russie, en Chine ou au Brésil). On le voit déjà dans le secteur bancaire, où ce sont les gouvernements qui se sont portés garants des banques et des assurances. La prochaine étape pourrait être le rétablissement des protections douanières, la réglementation des flux financiers internationaux, le retour à des « politiques industrielles » actives, voire la fin du dogme de l'indépendance des banques centrales et une transformation du statut du Fonds monétaire international (FMI). Une crise de l'euro, et donc des institutions européennes, n'est pas à exclure.

« S'il y a bien un fait majeur qui émerge de cette crise, a dit encore Nicolas Sarkozy, c'est le retour du politique ». Mais en a-t-il vraiment les moyens ? N'est ce pas ignorer la nature même du capitalisme ? « Le capital ressent toute limite comme une entrave », disait déjà Karl Marx. La logique de l'accumulation du capital, c'est l'illimitation, le refus de toute limite, l'arraisonnement du monde par la raison marchande, la transformation de toutes les valeurs en marchandises, le *Gestell* dont parlait Heidegger. Devant la puissance irrésistible du « turbo-capitalisme » à s'affranchir de toute limite, les efforts de Nicolas Sarkozy risquent de rester vains.

Alain de Benoist

(novembre 2008)